

S
S
S
-
S
X
S
S
S

1

L'histoire, *les feminist & others' studies*

Sur le site de la revue *L'Homme*, on peut, aujourd'hui encore, lire les messages que des universitaires ont fait parvenir à la rédaction en 2000 à l'occasion des dix ans de la revue. Écrits en allemand et en anglais depuis Istanbul, Vienne ou Zagreb, ils témoignent de la production d'un espace dont il n'est pas certain qu'il existe suivant des formats identiques dans le cas français. *L'Homme* n'est pas la revue à laquelle on penserait *a priori*. Le titre est une provocation, une revue de langue allemande éditée en Autriche et dont le sous-titre est : « Revue européenne pour une science historique féministe¹ ». *L'Homme* comme universel et les sciences sociales comme sciences de l'Homme sont d'emblée questionnés d'une façon critique et ironique. Celles qui sont appelées à célébrer les dix ans de *L'Homme* ne s'y trompent pas et indiquent l'intérêt que constitue la possibilité de définir un espace éditorial résolument historien *et* féministe. Le titre opère comme un programme pour sortir de la trilogie

« *Mensch-Mann-Mass* » (Humain, Homme, Mesure) et « mettre en cause les normes et concepts dominants et masculins de l'histoire » (« *mainstream/malestream history*² »). On insistera sur le vocabulaire employé par ces historiennes et leur référence explicite dans leurs contributions au féminisme comme champ théorique.

Poursuivons en anglais. Dans un numéro spécial de l'*American Historical Review* de 2008 consacré à la *gender history*³, cinq essais examinent pour des aires géographiques et des époques différentes la fertilité de l'approche en termes de genre et la postérité de ce champ de recherche, ses outils et problématiques⁴. Les éditrices revendiquent en introduction l'importance du travail réalisé depuis quarante ans par les *feminist scholars* et, en particulier, la façon dont la *gender history* a « enrichi la compréhension du passé » et « élargi les perspectives de ce que l'histoire peut être ». Elles signalent aussi l'incroyable succès de ce champ historique en termes de lectorat⁵. Il est ici et encore « naturel » de se désigner comme historienne *et* féministe et, à ce titre, de faire le bilan et la prospective du champ.

Ce décor étant planté, entrons dans le cœur du sujet et interrogeons-nous : presque vingt ans après *Passés recomposés* (1995), quoi de neuf en France dans le champ de l'histoire des femmes et du genre et de la théorie féministe dans/avec/sans/contre la discipline historique ? Que la lectrice et le lecteur me le pardonnent, je ne vais pas me livrer à l'inventaire de quinze ans de travaux dans le champ riche, protéiforme et désormais (très) partiellement institutionnalisé de l'histoire des femmes et du genre. Je ne vais pas davantage proposer une définition *a priori* des termes que j'emploie, nombre de mises au point et d'analyses ayant déjà eu lieu à ce sujet. Je souhaiterais plutôt m'interroger sur une énigme : la résistance, qui me semble durable, de la communauté historique à intégrer la perspective de l'histoire des

femmes et du genre, et, plus précisément, sa répugnance à considérer que cette approche constitue une pensée propre dont la portée épistémique pourrait être créditée au bilan de « l'entreprise Histoire ». Ce point a été notamment soulevé par Christian Delacroix dans un numéro de *Clio* consacré à un bilan de l'histoire des femmes et autrement envisagé par Michèle Riot-Sarcey dans une contribution récente⁶. Après avoir mis en évidence quelques éléments symptomatiques de cette situation, je me propose de définir en positif ce que les études féministes et le champ des *gender studies* ont déplacé bien au-delà du champ historique au cours des décennies passées, et ce afin d'inverser les termes de l'échange. Prenant acte des recompositions importantes qui ont eu lieu dans les sciences sociales, l'invite serait de réinterroger la place de l'analyse historique au sein du paysage intellectuel ainsi recomposé.

Les revues : un nouveau paysage pour l'histoire des femmes et du genre

Quoi de neuf depuis 1995 ? La nouveauté, à l'évidence, ce sont les revues. 1995, date du dernier opus d'*Autrement* consacré à l'histoire, est aussi l'année de création de *Clio*, dont le sous-titre, évocateur, est : « Histoire, femmes et sociétés ». Première revue française⁷ dédiée à l'histoire des « femmes », *Clio* a en Europe quelques précédents : *Sextant* (1993), une revue francophone belge constituée autour du Groupe interdisciplinaire d'études sur les femmes à l'Université libre de Bruxelles ; *Women's History Review* (lancée en 1992) et *Gender & History* (1989), la première britannique, la seconde anglo-américaine ; *L'Homme* déjà évoquée et qui naît en 1990, et d'autres encore qui dessinent ainsi un paysage nouveau à l'échelle européenne⁸.

Arrêtons-nous sur les aspects positifs de ce contexte : créer une revue, c'est créer un espace propre, une maison commune. C'est le moyen de valoriser ce qui a cours, ce qui est vif. C'est définir un espace de légitimité, structurer et définir un champ, accumuler, traduire, échanger et ouvrir. Je ne suis pas liée à l'aventure de *Clio*, mais, ayant contribué à celle de *Travail, Genre et Sociétés* fondée par Margaret Maruani (et qui fait le choix non pas de l'histoire mais du *genre* dans une perspective interdisciplinaire⁹), j'ai une idée de l'intérêt et de l'importance qu'une telle entreprise revêt tant en termes scientifiques (du point de vue du développement de nouvelles thématiques et approches) que du point de vue institutionnel (en termes de légitimation d'un domaine de recherche, de ses objets et outils). Je sais aussi l'enthousiasme et l'engouement collectif qui accompagnent une activité de ce type, et l'importance de pouvoir être « entre soi », sans devoir toujours justifier ou expliquer son approche ou ses objets.

À l'origine de *Clio*, Françoise Thébaud et Michelle Zancarini-Fournel nous rappellent que la revue est conçue en réaction à un contexte de « marginalisation de l'histoire des femmes dans la discipline historique¹⁰ ». Leur objectif est alors de jouer la carte de l'intégration dans la discipline en créant une « chambre à soi ». Pour ses initiatrices, il est clair que *Clio* « n'est pas une revue de sciences humaines ou de *women's studies* » ; elle est d'abord et avant tout une revue *d'histoire* dont le souci premier est « la qualité scientifique de ses articles » et le « respect des normes éditoriales¹¹ ». Ces précisions nous rappellent les contraintes auxquelles se heurtent ordinairement les chercheuses qui travaillent dans le champ de l'histoire des femmes et du genre en France au tournant des années 1980 et 1990¹². Elles doivent être irréprochables au point de vue de l'adhésion aux canons de la discipline. Bien qu'elles soient des professionnelles confirmées,

il convient qu'elles justifient leur démarche au titre du respect des « règles du métier ». Enfin, elles doivent se détacher de l'empreinte militante (et, implicitement, dégradante ou discréditée). On notera finalement qu'en France, le mot « féminisme » semble tabou dans un espace d'énonciation dédié à la maison Histoire¹³. Cela ne signifie pas que la perspective féministe est absente des motivations des éditrices ni qu'elles ne sont pas attentives à rendre compte des débats historiens dans ce champ. Mais la liberté qu'elles ont de le revendiquer ou de le rendre public (et finalement le cadre et le contenu éditorial) varie suivant les contraintes propres au milieu académique de référence, comme en témoigne l'historienne américaine Leora Auslander dans le même numéro de *Clio*¹⁴.

Résistances et tiédeur de la discipline historique

Quoi de neuf chez les historiens français depuis 1995 ? Pas question d'être exhaustive mais de rendre compte de quelques interventions significatives de collègues qui par leur position dans le champ disciplinaire contribuent à en définir les canons.

Dans un article paru dans *Clio* en 2002, Jacques Poloni-Simard, alors directeur de la rédaction des *Annales*, s'intéresse à la contribution de la revue au champ de l'histoire des femmes et du genre¹⁵. Il revient sur la politique éditoriale dans ce domaine avec des moments clefs (dossiers thématiques, création d'une rubrique « masculin/féminin » pour la recension des ouvrages) et conclut que le bilan n'est pas « totalement négatif ». Plus intéressant, il explicite ce qui est « bienvenu » (et donc, inversement, moins bienvenu) dans le domaine en affirmant à plusieurs reprises ce qui lui paraît essentiel, à savoir « la définition ou la défense d'une certaine

conception de l'histoire sociale¹⁶ ». On ressent que s'exprime ici une politique de l'harmonie ou de la complétude : l'histoire des femmes et du genre ne saurait être un continent à part, elle a sa place comme élément de l'histoire sociale à condition qu'elle n'entame pas son « unité ». Le ton de l'article est à la réserve et au retrait, et on en vient à se demander si ce n'est pas à condition de ne pas être ambitieuse (quant à ce qu'elle *est* et à ce qu'elle *fait* à l'histoire) que l'histoire des femmes et du genre apporte quelque chose.

Le message (déjà entendu) semble être que l'histoire des femmes et du genre est utile quand elle intègre (en fait, quand elle *s'intègre*¹⁷) plutôt que quand elle oppose ; quand elle rend « plus complexe » plutôt que quand elle devient un « critère exclusif¹⁸ ». L'histoire des femmes et du genre peut continuer à s'asseoir à la table des grands si elle respecte les règles qui président au partage du festin : le respect des principes fondateurs imposé par les pairs (pères) qui sont ses hôtes. D'ailleurs, il est demandé à d'autres – « les Noirs, les Indiens, les marginaux, et donc aussi les femmes, voire, plus récemment, les subalternes ou les homosexuels » – de ne pas imposer une histoire « sur la base de critères ethniques, sociaux ou sexuels¹⁹ ».

Par cet inventaire, ce sont bien, et au-delà des *gender studies*, l'ensemble des *studies* (*cultural, postcolonial, queer studies*) qui sont suspectées de porter atteinte à « l'unité » en « découpant » la matière historique. L'histoire se voit ici, comme le social (la société ? la connaissance ?), conçue comme un tout qui court le risque d'être « fragmentée ». Paraphrasant Alain Badiou, on est en droit de s'interroger : de quoi l'Unité est-elle le nom ? Et d'abord quelle unité et pour quoi faire ? Pourquoi faudrait-il que l'histoire sociale demeure unie ? Unie pour qui, et avec qui, pour y conduire quels types de projets et pour en exclure quels autres ? Le caractère dramatique de ce qui se produirait si par malheur

cette « unité » était atteinte impressionne tel ce geste anodin qu'on commettrait et dont les conséquences seraient d'autant plus désastreuses qu'inconnues, finissant par tout emporter : l'Histoire, son Unité, le Social, à moins qu'il ne s'agisse du Savoir, de la République et finalement de l'Homme ?

Ce qui m'étonne comme historienne du social, des femmes et du genre, c'est l'argument qui apparaît dès que les femmes revendiquent des droits ou la possibilité de participer à d'autres sphères de la vie sociale et politique que celles qui leur sont réservées. On les accuse alors de désunir, d'attenter à l'intégrité de la société, de la famille, de la nation. C'est d'ailleurs au nom d'un objectif plus grand (et plus noble) qu'il leur est demandé de suspendre leurs revendications. Il me semble important de pointer l'homologie des arguments. Entre le champ de l'histoire et l'harmonie sociale, l'analogie est bien là quand il s'agit d'ouvrir ou non la porte aux exigences (politiques et épistémiques) des exclu(e)s.

Pour qu'il soit clair à tous que la discussion est plus large, passons à une autre revue, *Genèses*, en la personne de son cofondateur, Gérard Noiriel, lorsqu'il évoque la « crise de l'histoire ». On y trouve la même crainte de « l'atomisation », de la « fragmentation » et, finalement, de la dévalorisation de l'histoire²⁰. L'essentiel du plaidoyer vise à redéfinir l'histoire comme communauté scientifique disciplinée et méthodique, à bonne distance de toute théorisation superflue et stérile. C'est ce à quoi est renvoyée, par exemple, la discussion entre Joan Scott et Laura Lee Downs à propos des groupes sociaux comme entités « réelles » ou résultant d'« aspects discursifs de l'expérience²¹ », seul passage du livre de Noiriel dédié à « l'histoire féministe²² ». Ici, trop de discussion entre féministes tue la méthode, l'unité et la communicabilité de l'histoire²³.

Joan Scott, dans une recension particulièrement mordante de l'ouvrage, s'interroge alors sur les contradictions qu'elle lit dans cette démarche. Je résume et poursuis certains aspects de sa lecture : comment peut-il se faire que celui qui a contribué de manière décisive à réécrire une partie de l'histoire ouvrière (nationale) en y intégrant la contribution (la part, le poids, le déni) des immigrés (et ce en raison – serais-je tentée de dire – de son expérience et son engagement de militant), s'érige en gardien scrupuleux des contours de ce que le territoire historique doit et peut être²⁴ ? « Pourquoi l'historien s'autorise-t-il à critiquer la Nation (utilisant l'histoire contre la politique pour produire du changement) et non les fondements de ses propres pratiques²⁵ ? », écrit-elle. Plus loin, indiquant comment le plaidoyer pro-disciplinaire de Gérard Noiriel est un plaidoyer contre la philosophie (ou toute forme de trop forte théorisation), elle interroge ce travail de « gardien des frontières » (*border patrol*) et s'étonne que l'historien de l'immigration se fasse l'avocat de l'expulsion de la philosophie au nom de la communauté des historiens. Scott finit très habilement sur la question de savoir s'il est souhaitable que celles et ceux qui travaillent aux frontières des savoirs soient soumis à l'injonction « *assimilate or migrate* ».

Enfin, pour achever de montrer les logiques de résistance et de réticence du milieu historien, je m'intéresserai à un article de Jean-Frédéric Schaub, dans un numéro des *Annales* consacré aux « empires » et intitulé « La catégorie "études coloniales" est-elle indispensable ? ». La question est en soi tout un programme. Faute de place, je ne développerai pas les arguments du texte mais citerai plusieurs extraits, tant ils me semblent homologues avec les arguments développés à propos de ce que peuvent et doivent les *gender studies*. De nouveau, la question de l'unité et de la fragmentation, de la spécialisation et de l'intérêt (ou du risque) d'une

perspective propre : « Doit-on pour autant souhaiter l'adoucissement de l'histoire coloniale ou des études coloniales – la seconde expression connotant une pluridisciplinarité de principe – comme genres spécifiques dans la cartographie des sciences sociales ? Que ce tiers pôle ait eu une existence propre et connu des processus sociaux spécifiques demeure hors de cause et hors de doute [...]. Mais, si l'on n'y prend garde, une telle spécialisation court le risque de renforcer une séparation plus ou moins étanche entre histoire nationale et histoire des outre-mer [...]. Pour conduire de telles recherches, il n'est pas indispensable de durcir à l'excès une spécialisation en études coloniales²⁶... »

Mon sentiment est que l'emploi d'un ton apparemment modéré sert ici à réguler la légitimité de l'expression de tiers. Dans le cas présent, et de nouveau, ce ne sont pas de simples préférences qui s'expriment, mais une politique de la discipline qui s'affirme dans un geste qui a tout d'une manifestation d'autorité. Il me semble important de mettre en évidence ce qui semble fonctionner comme un inconscient disciplinaire, de pointer les limites très manifestes de l'hospitalité de la maison Histoire et donc de donner à penser ce que pourrait être une (autre) politique de l'hospitalité. Mon projet n'est pas de refonder l'histoire, et encore moins de rééduquer les collègues, il serait plutôt de laisser proliférer les espaces épistémiquement et politiquement créatifs.

Mutations et apports des études féministes

Quoi de neuf dans le champ de la pensée et de la théorie féministes ? Soyons tout aussi peu exhaustive que précédemment, mais prenons le temps de regarder ce que la théorie féministe et/ou les *gender studies* ont apporté à l'histoire et aux sciences sociales au cours des quarante dernières années en focalisant sur trois points.

Je reviendrai en premier sur la question de la citoyenneté, du sujet de droit et de l'universalité. Le travail des historiennes féministes a été déterminant pour mettre à l'ordre du jour de l'agenda historique, comme de l'agenda politique, la question de l'exclusion des femmes de la démocratie²⁷. L'engagement se manifeste ici comme capacité de subversion du sens commun, des normes culturelles, des catégories politiques ordinaires, mais aussi des catégories analytiques de l'histoire. Le bicentenaire de la Révolution française (qui a profondément impliqué la communauté historienne) a été un moment de réaffirmation des principes de l'individualisme abstrait au fondement de l'universalisme républicain. Comme le font remarquer les éditrices du livre *Genre, citoyenneté et représentation*, « cette interprétation a tenu le haut du pavé jusqu'à la fin des années 1980, alors que les tensions entre représentation et représentativité sont devenues intenable, le discours politique sur la citoyenneté et la représentation ne parvenant plus à masquer les défauts de représentativité que reflétaient les réalités sociales concrètes²⁸ ». Si, comme le rappelle Michèle Riot-Sarcey²⁹, « l'exclusion des femmes de la Cité a pu se faire sans être dite », il importe, comme elle le souligne, de recouvrer autant les modalités concrètes (les *faits*) que discursives ou symboliques qui structurent l'ensemble du système démocratique. Cet « impensé » ou ce « refoulé » concerne aussi la discipline historique, qui joue un rôle essentiel dans la production d'un récit national et peut être tenue pour responsable d'avoir contribué à la réitération de cette domination réelle et symbolique. L'histoire n'est pas seule mauvaise fille, les sciences politiques françaises ont aussi tardé à un renouveau qui est désormais notable. C'est bien ici le genre « comme manière de signifier les rapports de pouvoir », selon la définition de Joan Scott, qui se trouve au cœur de l'analyse. Il s'agit

d'envisager la façon dont le genre façonne les institutions (politiques) nationales ou internationales ainsi que les valeurs, les discours et les pratiques qu'elles portent et qui les définissent. L'ouverture d'une catégorie forclosée (le citoyen, l'Homme) en tant que catégorie historique et politique est sans doute l'un des éléments les plus importants de la période contemporaine, tant du point de vue académique (ou de la recherche) que du point de vue social et politique.

Prenons la question du genre et des sexualités. La réflexion féministe dans les différents champs disciplinaires qu'elle investit, qu'elle trouble et sape, fait émerger la question du sujet, des subjectivités individuelles et collectives, des identités. En premier est la réflexion sur « l'évidence » des corps et des sexes et la façon dont les « faits de nature » sont en jeu et parfois directement produits par les discours, les pratiques mais aussi les institutions médicales. Le travail de dé-assignation, de déconstruction et de mise à jour des processus complexes par lesquels les identités de genre et les sexualités sont amenées à être façonnées dans le frayage avec les techniques ou en contexte biomédical dépasse la seule contribution historique³⁰. Pour l'essentiel, ce sont bien les *studies* (*gender, cultural, science and technology studies*) qui ont pris pour objet, et selon des méthodologies et des approches différenciées, l'analyse des relations que les corps et les sujets entretiennent avec les technologies biomédicales au XX^e siècle³¹.

En parallèle à ce mouvement, il faut rendre compte de l'importance que revêt la matrice hétérosexuelle d'interprétation de la plupart des phénomènes sociaux et politiques contemporains. Ici l'une des références principales est française (Monique Wittig), mais elle n'est actualisée et, pour l'essentiel, mise à profit que *là-bas* (aux États-Unis), avant de faire retour avec les propositions *queer* de Marie-Hélène Bourcier

et la traduction en français de *Gender Trouble* (2006). Là se trouve l'essentiel de la portée politique et épistémique du travail de Judith Butler : en jetant le trouble sur la définition du sexe biologique et des identités de genre, notre manière d'envisager la sexualité et le désir se trouve radicalement transformée, et avec elle, les implicites normatifs et politiques qui la sous-tendent³². Si le genre et les sexualités sont un « faire », il est de portée humaine de les entreprendre, de les défaire ou de les définir autrement. Les études gays et lesbiennes, la théorie *queer* visent à perturber nos catégories de pensée et d'action, à les subvertir, et ouvrent, en même temps que de nouveaux espaces de questionnement et de connaissance, de nouveaux espaces de pensée et d'action (de science et de politique) dont la fertilité permet de réinvestir nombre de champs et de domaines historiques³³.

L'actualité de ces approches est donc multiple, et il me semble qu'il serait donc plus intéressant de se demander ce que l'histoire ou la démarche historique pourrait faire et apporter en propre d'utile et d'essentiel dans ce champ (car c'est ainsi que le rapport de force épistémique s'établit désormais) plutôt que l'inverse. Je trouve, de ce point de vue, particulièrement intéressantes les remarques de Joan Scott formulées à propos du tournant du millénaire dans un article récent³⁴. Ce qu'elle constate (et regrette), c'est l'incroyable démonétisation de la raison historique (ou, tout au moins, de l'explication « humaniste » ou des formes de problématisation propres aux sciences humaines) pour rendre compte de certains phénomènes contemporains, et ce au profit du développement de registres explicatifs extra-sociaux (les sciences biologiques, la psychologie cognitive, la théorie de l'évolution, le tout-génétique ou les neurosciences). Ce « tournant biologique » (peut-être n'a-t-il jamais véritablement cédé la place sur la scène américaine depuis la sociobiologie) devrait attirer notre attention

avant qu'il ne fasse son entrée sur la scène française. Pour ce qui me concerne, je peux voir comment il redéfinit les objets, les méthodes et les questions légitimes en sciences politiques, économiques et sociales dans mon université en Suisse. Il se peut que les *studies* (genre, *queer* et science) aient un temps d'avance et qu'elles aient des arguments à faire valoir qui rassemblent et qui unissent la (les) maison(s) « sciences sociales » à laquelle contribue l'histoire pour un devenir commun.

Reformulations politiques et théoriques

J'évoquerai enfin ce qu'ont apporté certaines théoriciennes du féminisme aux sciences sociales en général (et à la production de connaissance en histoire, en particulier). Réitérant et assurant une *reformulation* de questionnements politiques et théoriques plus anciens, les féministes américaines ont pointé, avec la notion de « connaissance située³⁵ », la façon dont toute production de connaissance s'ancre dans un monde social et culturel, mais aussi personnel et subjectif, dont elle vise à la fois et contradictoirement à s'extraire et auquel elle reste toujours et irrémédiablement attachée. Avec Sandra Harding, Donna Haraway suggère de faire de cette faiblesse une force, et d'assumer la forme proprement indépassable de cette « subjection³⁶ ». Le pari est de cheminer ainsi vers une forme plus universelle de connaissance parce que plus *humaine* (ou consciente des limites proprement humaines et incarnées de sa production). Dans ce régime positif d'appréhension de l'irréductibilité des positionnements des producteurs de savoir, le local ne s'oppose pas plus au général que le partiel à l'universel, le marginal à la règle, le féminin au masculin ou le politique au savoir. La connaissance – comme activité argumentée et collectivement régulée – s'exerce depuis un soi

– social et personnel – et travaille aussi et justement le rapport à cette localité. « Je » ne parle pas de nulle part et, chose nouvelle, est incarné. L'*embodiment* du sujet oblige à penser des déterminations ou des potentialités nouvelles, rarement envisagées par le sujet universel et de raison³⁷.

Les sciences sociales ont balancé au cours de leur histoire entre rêve de neutralité, de positivité et de scientificité et posture critique. Cette tension revendiquée ou non, exprimée ou non, traverse, irrésolue, nombre de traditions théoriques. Haraway³⁸ suggère qu'il pourrait être intéressant de revendiquer plutôt que d'occulter les points de vue adoptés, de ne pas enfouir ni nier nos incarnations, d'assumer ou de revendiquer, quand elle est présente, la dimension proprement politique des questions mobilisées dans le travail réalisé. Cette façon de procéder pourrait nous rendre moins naïfs quant à la façon dont nous contribuons par notre travail à produire des visions de la société, et parfois à édifier le social lui-même.

Mon propos n'est pas de renouer avec la vieille dichotomie science positive/science prolétarienne. Ce qui est récusé, ce n'est pas le devoir de « faire » science, mais l'autorité d'une épistémologie qui règle d'avance la question de la vérité. La fin du rêve « épistémologique », c'est la fin du rêve d'une méthode qui pourrait garantir le vrai et, ce faisant, le juste. Renoncer à cette croyance ne signifie pas renoncer pour autant à la posture scientifique, c'est-à-dire à une disposition d'esprit et à des pratiques, à la soumission à une série de règles et de valeurs, telles que la citation de ses sources, l'exposition des règles d'observation et de méthode suivies, l'acceptation de la contradiction et l'obligation de répondre de façon argumentée aux critiques formulées. La « relativité » (argument définitif et discréditant) n'est pas davantage l'issue nécessaire de cette quête

renouvelée de réflexivité. Le fait qu'il n'y ait pas de critères absolus pour définir le vrai et le faux, que les critères (objectifs) à partir desquels nous jugeons dans le travail scientifique puissent être locaux, instables, contingents, ne signifie pas qu'il n'existe pas de critères pour juger ni de raison dans l'humain. Ces différences n'invalident pas l'intérêt et la légitimité des savoirs produits au titre de ces pratiques ni leur capacité à dire des choses pertinentes « à propos du monde ». Ce qui importe finalement, c'est de ne pas procéder au travail rhétorique (scientifique et politique) *d'effacement* de cette distance entre le soi enquêtant idéalisé (et les résultats de l'enquête ainsi obtenue) et le soi enquêtant inscrit (et la localité de la connaissance ainsi produite). Mais là encore, et suivant les contextes, il devrait être possible de tenir simultanément ou alternativement différents langages : un langage de connaissance produite et de résultats ; un langage sur les conditions de fabrication des connaissances produites. Si cette attitude (scientifique) par rapport au monde était plus largement adoptée, la *force* (au sens de l'universalité) de l'activité scientifique s'en trouverait *redistribuée* et grandie.

Mon aspiration n'est pas à l'unité ni à la pureté, l'indiscipline me semble un bon mot d'ordre parce qu'elle est créatrice et fertile. Que le braconnage soit un art (Michel de Certeau), le talent de nombre d'historiennes (*made in France*) nous l'a démontré. J'aimerais qu'au-delà de la poétique du travail historien, il soit possible de revendiquer les attaches, les emprunts et les détournements théoriques ; contre une théorie de la théorie, les *cultural studies* ont revendiqué le « *cheap* », dirait Marie-Hélène Bourcier³⁹, je revendiquerai l'hétérogène, le divers, l'instable, le fragile (Haraway). Il y a beaucoup à inventer dans l'écriture (en histoire) et dans la conversation avec quelques-uns des mondes

que j'ai rapidement évoqués, d'autres possibilités du récit, d'autres formes de la narration, d'autres stratégies pour rendre compte et être redevable des sujets (multiples) de l'histoire. Une conception ouverte de l'universel, en quelque sorte⁴⁰.

Delphine Gardey

Bourdieu songe essentiellement à la souffrance de ceux qui occupent une position inférieure à l'intérieur d'un univers prestigieux, et à une souffrance de contradiction entre une diversité de répertoires sociaux incorporés, celle des déclassés. Mais Axel Honneth considère plus généralement la reconnaissance sociale comme condition de l'estime de soi : *La Lutte pour la reconnaissance*, trad. P. Rusch, Paris, Cerf, 2000 ; et *La Société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, trad. O. Voirol, P. Rusch et A. Dupeyrix, Paris, La Découverte, 2006.

35. Emmanuel Renault, *Souffrances sociales. Philosophie, psychologie et politique*, Paris, La Découverte, 2008, p. 34.

36. Jacques Rancière, *La Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 1981.

37. Judith Butler, *Le Pouvoir des mots. Discours de haine et politique du performatif*, trad. C. Nordmann, Paris, Éd. Amsterdam, 2004, p. 197.

38. Deborah Cohen, « La construction scripturaire de soi : heurs et malheurs de l'onirisme social (xviii^e siècle) », in I. Luciani et V. Piétri (dir.), *Écriture, récit et trouble(s) de soi*, Aix-en-Provence, PUP, 2012, p. 191-206.

39. Quentin Deluermoz et Jérémie Foa, « Titulaires, positions sociales et le mouvement révolutionnaire : les "usurpations de fonctions" communardes (1871) », dans l'ouvrage qu'ils ont dirigé : *Usurpations de fonctions et appropriations du pouvoir en situation de crise (xix^e-xx^e siècle)*, Paris, Centre d'histoire du xix^e siècle, 2012, en ligne : http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/CRHXIX/ACTES_JOURNEE_DEF.pdf.

40. Sans adhérer à l'idée d'hybridité de toute identité et de négociation, on peut réfléchir à partir de l'idée d'espaces interstitiels telle que présente chez Homi Bhabha, *Les Lieux de la culture. Une théorie postcoloniale*, Paris, Payot, 2007.

41. Mary Jane Maxwell, « Afanasii Nikitin: An Orthodox Russian's Spiritual Voyage in the *Dar al-Islam*, 1468-1475 », *Journal of World History*, vol. 17, n° 3, sept. 2006, p. 243-266.

42. Ainsi le travail de Haïm Burstin (*L'Invention du sans-culotte. Regards sur le Paris révolutionnaire*, Paris, Odile Jacob, 2005) se trouve-t-il éclairé par les origines et les usages salonniers puis girondins du mot, tels que les a mis en lumière Michael Sonenscher, *Sans-Culottes: An Eighteenth-Century Emblem in the French Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

43. Patrick Joyce, « Introduction », in P. Joyce (dir.), *The Oxford Reader on Class*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 3.

L'histoire, les feminist & others' studies

1. Christa Hämmerle, « L'Homme. Zeitschrift für feministische Geschichtswissenschaft. Un projet éditorial entre intégration et exclusion », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 16, 2002, p. 33-49.

2. Ingrid Bauer (Salzbourg), Ayse Durakbasa et Necla Akgökce (Istanbul), « 10 Years *L'Homme* revisited », http://www.univie.ac.at/Geschichte/LHOMME/cms/index.php?option=com_content&view=article&id=10&Itemid=13&lang=en.

3. Joan Scott, « Gender: a Useful Category of Historical Analysis », *The American Historical Review*, n° 91-5, 1986, p. 1053-1075. Traduction en français dans *Les Cahiers du GRIF*, 1988.

4. *The American Historical Review*, vol. 5, n° 113, 2008.

5. Analyse des consultations des articles dédiés aux questions de genre : portail de revues en ligne JSTOR.

6. Christian Delacroix, « *Espaces temps* et l'histoire des femmes », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 16, 2002, p. 111-118 ; Michèle Riot-Sarcey, « L'historiographie française et le concept de "genre" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 4, n° 47, 2000, p. 805-814.

7. Si l'on ne prend pas en compte *Pénélope* qui paraît entre 1979 et 1985 : Cécile Dauphin, « *Pénélope* : une expérience militante dans le monde académique », *Les Cahiers du CEDREF*, n° 10, 2001, p. 61-68.

8. On notera également pour les États-Unis : *Journal of Women's History* (1989) et *Signs. Journal of Women in Culture and Society* (1975) (revue majeure du champ féministe).

9. Le premier numéro paraît en 1998.

10. Françoise Thébaud et Michelle Zancarini-Fournel, « *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés* : naissance et histoire d'une revue », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 16, 2002, p. 9-22.

11. *Ibid.*

12. Cela ne signifie pas que les générations précédentes aient eu à vivre une situation plus facile, mais écrivant après Owen Hufton (« Femme/hommes : une question subversive », in J. Boutier et D. Julia (dir.), *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Paris, Autrement, 1995), je rends compte ici des années 1995-2012.

13. Mon propos n'est pas de critiquer le travail de mes collègues auxquelles je souhaite, au contraire, rendre hommage, mais de rendre compte des contraintes dans lesquelles elles évoluent.

14. Leora Auslander, « Des femmes en revues : un point de vue d'outre-Atlantique », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 16, 2002, p. 93-99.

15. Jacques Poloni-Simard, « *Clio-Annales* : histoire des femmes, histoire sociale », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 16, 2002, p. 107-111.

16. *Ibid.*, p. 108.

17. Pour un démontage de l'intégration (le mot et la chose) dans le contexte (néo)colonial français contemporain : Nacira Guénif-Souilamas, *Altérités (de l') intérieur(es)*, Habilitation à diriger les recherches en sociologie, Sciences Po Paris, novembre 2010.

18. Jacques Poloni-Simard, « *Clio-Annales* », art. cité, p. 108.

19. *Ibid.*
20. Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996, p. 113.
21. Cette discussion est l'un des épisodes intra-féministes de la discussion plus large autour dudit « tournant linguistique » en histoire. Pour un retour sur cette discussion et plus largement : Laura Lee Downs, *Writing Gender History*, New York, Bloomsbury Academic, 2010.
22. En toutes lettres.
23. Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, *op. cit.*, p. 144-148.
24. Joan Scott, « Border Patrol », *French Historical Studies*, vol. 3, n° 21, 1998, p. 383-397.
25. Ma traduction.
26. Jean-Frédéric Schaub, « La catégorie « études coloniales » est-elle indispensable ? », *Annales HSS*, n° 3, 2008, p. 625-646.
27. Michelle Perrot, *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1998. Je ne fais que mentionner ici, faute de place, les travaux de Geneviève Fraisse, Michèle Riot-Sarcey, Eleni Varikas, et ne peux rendre hommage aux autres.
28. Manon Tremblay et al., *Genre, citoyenneté et représentation*, Laval, Presses universitaires de Laval, 2007.
29. Michèle Riot-Sarcey, « L'historiographie française et le concept de « genre » », art. cité, p. 805-814.
30. Avec, en particulier, les travaux de Giana Pomata, Ludmila Jordanova, Katharine Park et Londa Schiebinger.
31. Je pense, en particulier, aux travaux de Nelly Oudshoorn, *Beyond the Natural Body. Archeology of Sex Hormones*, Londres, Routledge, 1994.
32. Judith Butler, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, La Découverte, 2006 [1999].
33. Madeleine Akrich, Danielle Chabaud-Rychter et Delphine Gardey (dir.), « Mais qui a peur des gender, cultural, queer studies ? », *Les Cahiers du Genre*, n° 38, 2005, p. 5-14.
34. Joan Scott, « Fantômes du millénaire : le futur du « genre » au XXI^e siècle », *Clio*, n° 32, 2010, p. 89-118.
35. Delphine Gardey et Ilana Löwy (dir.), *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 2000, p. 137-152.
36. Donna Haraway, « Situated Knowledges » [1986], repris in D. Haraway, *Manifeste cyborg et autres essais. Sciences, fictions, féminismes*, Paris, Exils, 2007 ; Sandra Harding, *The Science Question in Feminism*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.
37. Ann Basalmo, *Technologies of the Gendered Body*, Durham, Duke University Press, 1999 ; Donna Haraway, « A Manifesto for Cyborgs » (1985), *Manifeste cyborg et autres essais*, *op. cit.*

38. Et, autrement, le mouvement *queer*.
39. Marie-Hélène Bourcier, « Cultural studies et politiques de la discipline : *Talk dirty to me !* », *Multitudes*, janvier 2004.
40. Judith Butler, *Humain, inhumain, le travail critique des normes* (entretiens), Paris, Éditions Amsterdam, 2005.

L'histoire des émotions

1. Lucien Febvre, « La sensibilité et l'histoire : comment reconstituer la vie affective d'autrefois ? », *Annales*, n° 3, 1941, p. 5-20. Voir également les citations suivantes.
2. Voir Daniel Morat, « Verstehen als Gefühlsmethode. Zu Wilhelm Diltheys hermeneutischer Grundlegung der Geisteswissenschaften », in U. Jensen et D. Morat (dir.), *Rationalisierungen des Gefühls. Zum Verhältnis von Wissenschaft und Emotionen 1880-1930*, Munich, Fink, 2008, p. 101-117.
3. Ici, je pense à Karl Lamprecht, Georg Steinhausen et Kurt Breysig.
4. Ramsay MacMullen, *Les Émotions dans l'histoire ancienne et moderne*, Paris, Les Belles Lettres, 2004 [2003], p. 9-13.
5. Voir surtout Jean Delumeau, *La Peur en Occident, XIV^e-XVIII^e siècle. Une cité assiégée*, Paris, Fayard, 1978 ; et Alain Corbin, *Le Village des cannibales*, Paris, Aubier, 1990.
6. Voir Hans Medick et David Warren Sabean (dir.), *Interest and Emotion. Essays on the Study of Family and Kinship*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, écrivant contre Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne*, Paris, Seuil, 1977 [1975].
7. Par exemple, Élisabeth Badinter, *L'Amour en plus. Histoire de l'amour maternel (du XVI^e au XX^e siècle)*, Paris, Flammarion, 1980 ; Yvonne Schütze, *Die gute Mutter. Zur Geschichte des normativen Musters « Mutterliebe »*, Bielefeld, Kleine, 1986.
8. Erik H. Erikson, *Luther avant Luther. Psychanalyse et histoire*, Paris, Flammarion, 1968 ; Lloyd DeMause, *Les Fondations de la psycho-histoire*, Paris, PUF, 1986.
9. Peter N. Stearns et Carol Zisowitz Stearns, « Emotionology. Clarifying the History of Emotions and Emotional Standards », *American Historical Review*, vol. 90, n° 4, 1985, p. 813-830.
10. Dirigée par Peter Stearns et Jan Lewis.
11. Voir Barbara H. Rosenwein, « Worrying about Emotions in History », *American Historical Review*, vol. 107, n° 3, 2002, p. 827-828, 845 ; Jan Plamper, « The History of Emotions. An Interview with William Reddy, Barbara Rosenwein and Peter Stearns », *History and Theory*, vol. 49, n° 2, 2010, p. 250-251.
12. Voir Michelle Z. Rosaldo, *Knowledge and Passion. Ilongot Notions of Self and Social Life*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980 ; Lila Abu-Lughod, *Veiled Sentiments. Honor and Poetry in a Bedouin Society*, Berkeley,